



Note de recherche – 18 février 2018

### La Nuclear Posture Review 2018

François Géré

*François Géré est président et fondateur de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS).*

\*\*\*\*\*

Rappelant le document homonyme du début de la présidence de G.W. Bush de 2002, cette nouvelle NPR tranche par sa tonalité agressive de l'approche plus mesurée de l'administration Obama en 2010. Elle part d'un axiome simple : l'environnement de sécurité des Etats-Unis s'est fortement dégradé durant ces huit dernières années. La confrontation entre grandes puissances est de retour.

Les espoirs d'un « reset » avec la Russie se sont évanouis. L'invasion de la Crimée, la modernisation des forces stratégiques nucléaires, la violation, entre autres accords, du traité FNI (forces nucléaires intermédiaires stationnées en Europe), les menaces nucléaires à l'égard des alliés en Europe, tout concourt à faire de la Russie un adversaire. Il importe donc de contrer ces agissements et de rectifier d'éventuelles perceptions erronées (« misperceptions ») du rapport des forces. Cette NPR est orientée par le souci de refuser à la Russie toute augmentation des degrés de sa liberté d'action.

L'autre grand rival est la Chine qui est créditée d'une volonté de modernisation et de diversification de son arsenal nucléaire. Peu importe la modestie des forces nucléaires chinoises, infiniment inférieures à celle des Etats-Unis. Peu importe également que la Chine doive faire face au potentiel russe et surtout indien<sup>1</sup>. La NPR s'inquiète du manque de transparence chinois quant à la finalité de ses capacités nucléaires.

S'il est indéniable que les capacités de la Corée du Nord se sont fortement accrues, il est difficile de mettre l'Iran sur même plan. Cependant les Etats-Unis ont décidé que cet Etat représentait trois formes de menaces justifiant l'existence d'une dissuasion nucléaire à son égard. L'Iran dispose de la capacité de mettre au point une arme nucléaire en un an. En 2031, une fois terminées les restrictions acceptées dans le cadre de l'accord de juillet 2015, l'Iran pourra toujours devenir une puissance nucléaire militaire. Deuxièmement, Téhéran mène une stratégie régionale agressive,

appuyée sur le développement de ses missiles balistiques. Troisièmement, l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire inciterait les Etats de la région à développer leurs propres armes. De surcroît, les liens de l'Iran avec des organisations terroristes ne fait qu'accroître les risques de transferts de technologies et de terrorisme nucléaire.

Dans un tel contexte les Etats-Unis doivent moderniser un arsenal trop âgé et mettre en œuvre une stratégie plus souple, mieux adaptée à l'incertitude géopolitique et technologique. Il importe de mieux garantir la nécessaire protection des alliés. Les armes nucléaires doivent pouvoir répliquer, dans tous les cas de figure, à la menace des multiples systèmes nucléaires dont dispose la Russie. Insistant très fortement pour la première fois sur la nécessité de dissuader et de défaire les « attaques stratégiques non nucléaires, la NPR annonce la mise en service d'armes non stratégiques. Certains missiles navals (SLBM<sup>2</sup>) seront équipés d'une charge de basse énergie afin de combler l'écart avec les capacités russes. Remarquons qu'il ne s'agira

<sup>1</sup> Il convient de relever qu'il n'est jamais fait mention de l'Inde et du Pakistan.

<sup>2</sup> Sea Launch Ballistic Missile.

que d'un remplacement. Mais le problème sera de savoir combien d'armes seront modifiées de cette manière, quelle sera la proportion et, comment le savoir sans mesures de vérification ?

La NPR revient sur la décision prise en 2010 de retirer les missiles de croisière nucléaires navals. Cette capacité sera restaurée et améliorée afin d'assurer une dissuasion régionale, non stratégique. Une étude de faisabilité d'un nouveau SLCM<sup>3</sup> sera immédiatement lancée. Néanmoins la NPR laisse entendre que ce système pourrait faire l'objet d'un marchandage avec la Russie pour obtenir que Moscou renonce au déploiement du SSC-8, missile de croisière sol-sol, tenue pour une violation du traité FNI<sup>4</sup>.

Loin de manifester un repli sur soi des Etats-Unis, cette NPR démontre un grand souci de renforcer la protection des alliés tant en Europe qu'en Asie en modernisant les forces nucléaires à l'avant du territoire américain (remplacement de l'avion F-15 par le F-35 doté à partir de 2020 de la bombe B-61-12). Il paraît essentiel qu'aucun adversaire ne puisse se méprendre en croyant qu'il bénéficie d'une quelconque supériorité dans le cas d'une éventuelle escalade nucléaire limitée. Les Etats-Unis entendent disposer ostensiblement de toutes les capacités permettant de contrôler avantageusement chaque degré d'une éventuelle escalade nucléaire en cas d'un affrontement limité.

L'ensemble de ces dispositions conduit à poser plusieurs questions et à chercher à y répondre.

S'agit-il toujours de dissuasion ? La NPR souligne avec force que la manœuvre d'emploi des forces nucléaires américaines ne peut être considérée que dans des « circonstances extrêmes » pour défendre les intérêts vitaux des Etats-Unis, de leurs alliés et partenaires. Or

<sup>3</sup> Sea Launch Cruise Missile.

<sup>4</sup> De son côté, la Russie accuse les Etats-Unis d'une violation du traité en déployant en Europe les composantes du système de défense antimissiles en Europe.

cette situation pourrait inclure des attaques majeures<sup>5</sup> avec des forces stratégiques non nucléaires visant notamment, mais sans limitation, la population, les infrastructures, les forces nucléaires des Etats-Unis et de leurs alliés ainsi que l'ensemble des systèmes de mise en œuvre de ces forces.

On constate que le champ devient ainsi particulièrement vaste. C'est sans doute pourquoi la NPR manifeste une très grande réserve dans le domaine des garanties de sécurité. Le principe du non emploi des armes nucléaires contre un Etat non nucléaire adhérant au TNP est maintenu sous une double réserve. L'Etat doit être respectueux de ses engagements. Le potentiel de nuisance des attaques stratégiques non nucléaire conduit les Etats-Unis à se réserver le droit d'ajuster leurs engagements de sécurité en fonction de l'évolution de la menace (p. 21, volontairement encadré par les rédacteurs).

S'agit-il d'un retour à la guerre froide ? Pas exactement. Il s'agit d'une rivalité « naturelle » entre grandes puissances qui suivent, chacun pour soi, la ligne divergente d'intérêts égoïstes qui ne parviennent pas à s'accorder. Rien de bien nouveau si, toutes choses étant égales par ailleurs, on songe à ce que fut au début du 20ème siècle entre la Grande-Bretagne et le Reich allemand la compétition des flottes de combat. L'objectif est de conserver ou d'acquérir la supériorité en cherchant à frapper d'obsolescence les systèmes d'armes stratégiques du rival.

S'agit-il d'une nouvelle course aux armements ? Non si l'on considère que la quantité des systèmes reste globalement plafonnée par les accords en vigueur. Oui si l'on constate que nous sommes entrés dans une phase de prolifération qualitative par la modernisation.

Conformément à cette logique, la NPR fait apparaître une conception

<sup>5</sup> C'est ainsi, me semble-t-il, qu'il convient de rendre l'adjectif *significant*.

de l'arms control très différente de celle de l'administration Obama. Bien plus qu'un mode de dialogue coopératif visant à renforcer des relations bilatérales de bonne qualité, la NPR en fait un outil de coercition pour amener l'adversaire à renoncer à ses contraventions et à revenir au strict respect de ses engagements antérieurs.

Sans surprise, cette posture ne laisse aucun espoir de succès aux entreprises abolitionnistes qui se sont développées récemment au sein des Nations unies. On se situe aux antipodes de l'esprit du discours d'Obama à Prague en 2009.

Constatons enfin que la NPR maintient un des principes fondamentaux de la stratégie de dissuasion : le nucléaire ne dissuade pas que du nucléaire. Pour sa part, la France a toujours fait état d'une attaque majeure contre ses intérêts vitaux sans préjuger de la nature de cette menace. Apparaît aussi un nouveau champ d'action, encore mal exploré : le cyberspace. Dès le milieu des années 1990, les militaires russes avaient considéré qu'une attaque cybernétique majeure devait être justiciable d'une riposte nucléaire. Toutefois, ce qui pourrait probablement s'appliquer aux intérêts vitaux de la nation américaine peut-il également valoir pour ceux des alliés et partenaires ? Est-il crédible de prétendre que les Etats-Unis seraient disposés à lancer une riposte nucléaire si le Japon - où stationnent des forces américaines - était victime d'une agression cyber majeure mettant hors d'usage ses infrastructures vitales civiles et militaires ?

La remarquable extension du champ de pertinence de la dissuasion nucléaire ouvert par cette nouvelle NPR pose donc de nombreux problèmes et crée de multiples difficultés qui vont désormais alimenter le débat stratégique à travers le monde.

\*\*\*\*\*

François Géré, « La Nuclear Posture Review 2018 », note de recherche de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), 18 février 2018. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article392>>

*Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

*Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie.*

[www.strato-analyse.org/fr](http://www.strato-analyse.org/fr)

